Communiqué de presse pour le secteur social-santé: mobilisation du 22 mai.

Ce jeudi 22 mai, l'ensemble du secteur non-marchand s'est mobilisé pour dénoncer les politiques libérales et austéritaires portées par les différents gouvernements. Dans cette mobilisation massive, les organisations du secteur social et de la santé ont décidé de marcher ensemble. Les travailleurs et travailleuses de ces secteurs font état de situations de travail très similaires et expriment une colère partagée. Leurs représentant.e.s s'accordent sur les causes et les conséquences de cette situation et réaffirment la nécessité de mobilisations collectives.

Pour cette mobilisation, les organisations du secteur social-santé ont décidé de marcher ensemble. *« Ce que vivent les travailleurs et travailleuses des maisons médicales –la pression, le manque de reconnaissance, l'impuissance face à des enjeux structurels – ce sont les mêmes réalités que traversent les collègues des services sociaux ou des associations de proximité. Nous faisons face aux mêmes difficultés, aux mêmes violences. Il était donc évident de marcher ensemble aujourd'hui pour défendre nos valeurs communes et nos droits »,* explique **Fanny Dubois**, secrétaire générale de la Fédération des maisons médicales.

Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des services sociaux, alerte quant aux conséquences des décisions politiques actuelles : *« C'est nous qui allons devoir expliquer les contenus et les conséquences des décisions politiques aux personnes que nous accompagnons. Aucun ministre ou aucun conseiller ne le fera à notre place. C'est un jeu très cynique. Nous allons devoir endosser des politiques dont nous percevons déjà les conséquences concrètes à la fois pour les gens dont les droits seront atteints mais aussi pour nous, qui travaillons avec des budgets rognés. Des décisions politiques dont nous voyons aussi très clairement les effets pervers notamment pour les femmes et les familles mono. C'est intenable à tous les stades. »*

Alain Willaert, coordinateur général du Conseil bruxellois de Coordination sociopolitique, ajoute : *« Les enjeux sont structurels : pauvreté, logement, alimentation, conditions de travail... Au fil du temps, nos gouvernants ont sacrifié la garantie collective d'une vie digne pour toutes et tous au profit du tout au marché et à la glorification de la réussite économique individuelle, ce qui a considérablement augmenté les inégalités. Il est temps d'en revenir aux fondements de notre sécurité sociale et assurer des droits essentiels : une protection sociale, un toit et un revenu. Face à ces enjeux, le gouvernement ne peut plus détourner le regard et doit arrêter de stigmatiser toujours davantage celles et ceux qui subissent ces inégalités. »*

Enfin, **Christine Mahy**, secrétaire générale du réseau wallon de lutte contre la pauvreté, conclut : *« Les travailleuses et travailleurs du secteur social-santé accompagnent au quotidien des personnes précarisées. Ils facilitent leur accès aux droits mais ils traduisent également les injustices rencontrées individuellement en enjeux structurels. Il est donc de notre responsabilité d'exiger des réponses politiques à la hauteur et cela passe par des actions collectives fortes. Tant que ces réponses ne seront pas apportées, notre mobilisation se poursuivra. »*

Personnes de contact:

- **Nom:** Alain Willaert, coordinateur général du Conseil bruxellois de Coordination sociopolitique, qui regroupe les principales fédérations sectorielles en social-santé
 - **Numéros de téléphone:** + 32 2 446.23.60
 - **Adresse mail:** awillaert@cbcs.irisnet.be
-
- **Nom:** Christine Mahy, secrétaire générale du réseau wallon de lutte contre la pauvreté
 - **Numéros de téléphone:** + 32 498 44 82 38
 - **Adresse mail:** c.mahy@rwlp.be
-
- **Nom:** Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des services sociaux
 - **Numéros de téléphone:** + 32 477 59 16 73
 - **Adresse mail:** celine.nieuwenhuys@fdss.be